Portugal : Coupes sévères dans les dépenses publiques

04/05/2013 à 9h00

Au moment où les politiques d'austérité suscitent mécontentements et doutes à travers l'Europe, le Portugal se met à son tour à la diète. Le Premier ministre portugais a annoncé vendredi une série de coupes sévères dans les dépenses publiques pour permettre au pays, sous assistance financière, de respecter ses engagements budgétaires.

Grâce à ces mesures, une douzaine au total, le Premier ministre espère parvenir à respecter les objectifs, déjà allégés deux fois, que la "troïka" (UE-FMI-BCE) des bailleurs de fonds lui a fixés: un déficit public à 5,5% du PIB cette année, à 4% en 2014 et à 2,5% en 2015 pour revenir en dessous de la limite des 3% définie par Bruxelles.

> ***Dans un discours à la nation, Pedro Passos Coelho a annoncé le report de l'âge du départ à la retraite à taux plein à 66 ans et l'allongement du temps de travail de 35 à 40 heures pour les fonctionnaires. Leur nombre devrait être réduit de 30.000 sur un total d'environ 700.000 par le biais de départs volontaires.***

L'approbation de ces mesures par la "troïka" est la clé pour que le Portugal obtienne une nouvelle tranche d'aide de 2 milliards d'euros dans le cadre du plan de sauvetage de 78 milliards d'euros accordé par l'UE et le FMI en mai 2011. Elles doivent également permettre au Portugal d'obtenir un allongement des délais de remboursement des prêts qui lui ont été accordés, ce qui devrait faciliter son retour sur les marchés financiers avant la fin du plan d'aide jusqu'à l'été 2014.

Conserver la confiance des investisseurs a toujours été l'objectif prioritaire du Premier ministre, qui a défendu avec force les mesures annoncées. "Hésiter maintenant porterait un coup à la crédibilité que nous avons déjà reconquise", a-t-il déclaré. Renoncer à ces mesures aurait conduit, selon lui, "*à un second plan de sauvetage*" synonyme d'une austérité "*plus dure et plus longue*".

Les sévères mesures de rigueur énumérées par le Premier ministre représentent des économies de 4,8 milliards d'euros d'ici 2015, dont 1,3 milliard d'euros d'économies rendues nécessaires par la décision prise début avril par la Cour constitutionnelle invalidant plusieurs dispositions du budget de l'État pour 2013, caractérisé par des hausses d'impôts sans précédent. Dans ses prévisions économiques publiées vendredi, la Commission européenne s'est à nouveau inquiétée des "incertitudes" créées par le verdict de la Cour constitutionnelle.

Le Premier ministre a par ailleurs assuré qu'il n'augmenterait pas davantage les impôts afin de ne pas "compromettre les perspectives de récupération économique, de l'emploi et de l'investissement", alors que l'économie du pays doit reculer de 2,3% cette année et le chômage dépasser le taux record de 18%.

Fin avril, le gouvernement a présenté un plan de relance de l'économie, axé sur l'aide aux PME et le développement des exportations, mais il a été généralement considéré par les partenaires sociaux comme un simple catalogue de bonnes intentions. Pressé par ses créanciers, qui voient dans le consensus politique un des éléments clés de la réussite du plan de sauvetage du Portugal, le Premier ministre a appelé au dialogue avec les partenaires sociaux et les partis politiques, visant en particulier le Parti socialiste, principale formation de l'opposition.

Les mesures proposées pourraient être "*remplacées par des*

alternatives crédibles“, a dit M. Passos Coelho. Mais la tâche semble d’autant plus ardue qu’aucune des mesures envisagées jusque-là par le gouvernement n’a trouvé grâce auprès du PS, qui de son côté réclame non seulement un arrêt de la politique de rigueur mais aussi une renégociation du plan d’aide qu’il avait pourtant négocié début 2011 alors qu’il était au pouvoir.

“*Le Premier ministre n’a fait que se répéter: davantage d’austérité, davantage de sacrifices, en insistant sur une recette qui n’a pas marché ces deux dernières années et qui ne marchera pas à l’avenir*“, a réagi le porte-parole du PS Joao Ribeiro.

Le Point